

Patrick Boulanger
Conservateur du Patrimoine culturel
de la CCI Marseille Provence

Les archives de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence

Pareil ensemble de documents exceptionnels remonte au XVI^e siècle et même pour les plus anciens d'entre eux, en copies d'éléments de référence, au XIII^e siècle. Les archives de la CCI, la première des assemblées consulaires créée en août 1599, d'abord confondues avec celles de la Commune de Marseille, ont été rassemblées à part dès 1650, date à laquelle ce « Bureau du Commerce » prit son autonomie définitive par rapport au corps municipal. Dès lors l'accroissement des versements s'est régulièrement poursuivi, en corrélation avec l'extension progressive des attributions confiées à cette institution économique.

A diverses reprises, durant les XVII^e et XVIII^e siècles, puis aux XIX^e et XX^e siècles, elle fut mise dans l'obligation d'étendre ses locaux et de garnir ceux-ci d'armoires, de « garde-robes » selon l'expression d'Ancien Régime, afin d'y conserver ses archives. Actuellement, le Palais de la Bourse de Marseille, construit durant le Second Empire, abrite des millions de documents soigneusement rangés dans des armoires métalliques et « compactus » sur près de 3600 mètres de rayonnage.

Ce dépôt, qui bénéficie de par la loi du 3 janvier 1979 du statut d'Archives publiques, est depuis longtemps fréquenté par de nombreux chercheurs, de diverses formations et venant presque de tous les horizons. Ainsi, en 2014, il a fourni des éléments à 207 personnes. Ce centre-ressource a également répondu à 90 recherches par voie postale et courriels. Cette fréquentation illustre clairement l'ampleur de la documentation historique ou économique produite et conservée par la CCI Marseille Provence. La nature des archives anciennes explique en grande partie l'intérêt que peuvent y trouver les chercheurs des cinq continents. Elles se répartissent en deux grandes catégories : les fonds particuliers et les fonds annexes.

Les fonds particuliers, c'est-à-dire les pièces produites ou reçues par les divers services de cette assemblée. Parmi eux, dans la série des actes constitutifs, son « acte de baptême » : la lettre patente du roi Henri IV en date du 15 avril 1600, qui approuve la délibération du Conseil général de la Ville de Marseille du 5 août 1599 portant création de quatre députés du Commerce. Ce document consacra l'existence d'un organisme dont personne ne pouvait alors imaginer l'évolution. Il est exceptionnellement présenté dans le Musée de la Marine et de l'Economie.

Très vite, l'institution prit une importance considérable, comme le montre l'intégralité des procès-verbaux de ses délibérations conservés depuis 1650. Pour la période antérieure, il faut se reporter aux registres de la Commune de Marseille, aux Archives municipales. De la même époque, date la correspondance reçue et envoyée, en particulier celle se rapportant aux consulats dits « du Levant et de Barbarie » abondant en informations de toute nature sur les relations entre la France et la Turquie. En effet, aux XVII^e et XVIII^e siècles, l'administration générale du commerce avec les « Echelles » fut confiée à cette assemblée marseillaise. Celle-ci payait en totalité les traitements du personnel diplomatique dans l'Empire ottoman et pour moitié celui de l'ambassadeur de France à Constantinople.

L'exercice de pareille responsabilité est à l'origine de l'une des plus importantes séries d'archives, tant en volume qu'en richesse documentaire. S'y trouvent rassemblés des traités de paix avec la Turquie et les puissances barbaresques, les dossiers personnels et la correspondance des diplomates français dans les grandes villes du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, les lettres et les comptes des représentants élus de la communauté des négociants, ceux que l'on appelait alors « les députés de la Nation » française. Avec la correspondance des consuls de France et des agents de la Chambre en Italie, à Malte et en Espagne, ces séries constituent une source remarquable sur l'évolution politique et économique du Bassin méditerranéen.

Des archives antérieures à 1801, il faut aussi retenir une série d'un grand intérêt : celle portant sur les finances de la Chambre. Deux types de documents y sont réunis : les comptes annuels des recettes et dépenses accompagnés de leurs pièces justificatives, qui remontent au début du XVII^e siècle avec quelques lacunes jusqu'en 1650, et les dossiers relatifs à la perception des droits sur le négoce et la navigation attribués par l'autorité souveraine à la Chambre. A l'aide de ces taxes et de ces péages, l'historien du XXI^e siècle peut reconstituer certains mouvements d'entrées des navires à Marseille, apports particulièrement précieux pour une époque où les statistiques économiques font souvent défaut. Les questions manufacturières retenaient également l'attention de la Chambre qui réglementait et surveillait le travail des fabriques et leurs exportations.

A côté des fonds propres de la Chambre, sont conservés des fonds annexes d'archives, acquis à la suite de versements par voie d'autorité, de dons ou d'achats, eux aussi du plus grand intérêt pour l'Histoire du XVIII^e siècle et de Marseille en particulier. On relève tout d'abord celui du Bureau de la Santé (1693-1792). Cet organisme était chargé d'assurer le contrôle des bâtiments, marchandises, équipages et passagers en provenance des Echelles. En 1694, le gouvernement royal lui fit obligation de déposer chaque année aux Archives de la Chambre ses registres de recettes et de dépenses avec leurs pièces justificatives. C'est ainsi que sont conservés en série continue jusqu'en 1792 les comptes de quarantaine des navires dans le port : série fort précieuse, puisqu'elle permet de connaître le trafic des bâtiments et de certaines marchandises comme les cotons, les laines, les cires « du Levant et de Barbarie ».

Autre fonds de grande valeur : celui de la Compagnie royale d'Afrique (1741-1793), unique exemple d'une compagnie de commerce à monopole dont les archives aient pu être conservées. Installée dans ses concessions, dont le siège se trouvait à La Calle et ses comptoirs à Bône, au Collo et au Cap Nègre, la Compagnie bénéficiait du privilège exclusif de la « traite » des blés, laines, cuirs, cires et des coraux, qu'elle expédiait ensuite à Marseille. Le préfet des Bouches-du-Rhône Antoine Thibaudeau, en ordonnant le versement du fonds en 1807 dans les Archives de la Chambre, permit la sauvegarde de cet ensemble, d'un intérêt majeur pour la connaissance de la présence française en Algérie et en Tunisie durant la deuxième moitié du XVIII^e siècle.

Joyau des fonds dits « annexes », celui de la maison marseillaise des frères Roux (1725-1843) rassemblé patiemment depuis sa dispersion durant la Seconde Guerre mondiale. Riche de 130 000 pièces, dont 85 000 de correspondance en provenance des grandes villes de France, de l'Europe et du Levant, plus des milliers de factures de produits divers, de connaissements de marchandises, de polices d'assurances de voiliers marchands et de lettres de voitures.

Il n'est plus possible aux historiens spécialistes de l'Ancien Régime d'étudier le commerce des draps du Languedoc, des métaux précieux de l'Empire hispanique à Cadix, les expéditions de sucres, cafés, cacao antillais, les huiles d'olive de Méditerranée ou encore la pêche à la morue par les Malouins... sans avoir recours au fonds Roux. Magnifiques

archives de l'une des premières maisons de commerce de la place, devenues un instrument irremplaçable pour la connaissance des mécanismes des affaires conduites par les négociants d'antan !

Dans cette suite de sources d'exception, il ne faut pas omettre les archives de deux célèbres compagnies de navigation maritime à vapeur, conservées elles aussi dans les fonds annexes de la Chambre. Les papiers et comptabilités des armements marseillais n'ont malheureusement pas été – en leur temps – déposés par leurs directions, ce qui aurait évité de fâcheuses destructions. De l'activité passée des flottes françaises et étrangères fréquentant Marseille, il ne reste que des « épaves »...

Les rapports des voyages concernant deux cents navires des Messageries Maritimes apparaissent d'autant mieux comme une source exceptionnelle. De ces milliers de petits cahiers rédigés par les capitaines et les commissaires de bord à leur retour à Marseille, qui s'échelonnent depuis le Second Empire jusqu'aux années 1960, on peut extraire une foule d'annotations sur les bâtiments, les conditions nautiques affrontées, les escales, les chargements, mais aussi les voyageurs transportés.

Autre donation d'importance, celle des liasses et registres offerts par la Société Pathé, héritière de la Compagnie des Chargeurs Réunis qui avait pris le contrôle de l'armement marseillais Fabre-Fraissinet... lequel avait absorbé une partie des Messageries Maritimes. On trouve donc dans ce fonds d'importance couvrant la période 1852-1980 les dossiers de ces différentes sociétés, de leurs filiales et de leurs participations étendues aux domaines de l'aérien et de l'immobilier.

Au XIX^e siècle, la Chambre de Commerce de Marseille avait été à l'origine de la décision d'étendre vers le Nord les bassins du premier port de France et de Méditerranée limité jusqu'en 1844 à ce qu'il est désormais convenu d'appeler le « Vieux-Port ». En 1881, elle reçut la concession des hangars et de l'outillage qu'elle s'engagea à aménager sur les quais. Elle fonda en 1928 une conférence annuelle des Chambres de Commerce françaises de la Méditerranée ; ce fut elle aussi qui suggéra l'organisation en France des groupements économiques régionaux, d'où la création de la XI^e Région économique englobant les départements du Sud-Est.

En 1934, la Chambre demanda et obtint la concession de l'aéroport situé sur les rives de l'étang de Berre et en 1949 la construction et l'exploitation du port pétrolier de Lavéra, avant l'extension au golfe de Fos. Elle s'occupa également activement de la formation des hommes. Elle avait pris en charge l'Ecole Supérieure de Commerce et créa l'Ecole Pratique de Commerce de Marseille. Le rôle de la Chambre devint par la suite de plus en plus important dans le domaine de l'Enseignement technique avec le développement de nouvelles écoles, jusqu'à l'actuelle Kedge Business School.

Autant d'éléments d'un passé fait d'interventions et de réflexions que l'on retrouve dans ses archives. Au total, 17 927 dossiers "historiques", auxquels s'ajoutent 10 000 dossiers "contemporains" émanant des services, l'ensemble occupant 3600 mètres linéaires pour mémoire. Ainsi, au cœur même de Marseille, ont été rassemblées et valorisées les archives de sa Chambre de Commerce qui témoignent de son activité au fil du temps. Rares sont les institutions qui peuvent se flatter de les avoir sauvegardées depuis de si lointaines origines. Grâce à l'apport des fonds annexes, c'est la mémoire économique de Marseille Provence qu'a reconnue la Table ronde internationale des Archives (CITRA) en l'incluant parmi les 150 dépôts les plus importants au monde pour l'Histoire du Travail.

Le Palais de la Bourse est resté le lieu de conservation et de consultation pour pareil patrimoine, même si les surfaces d'accueil n'y sont pas extensibles. Chaque année, des donations et des achats viennent compléter les séries existantes... Chaque année, malgré

les nouvelles technologies, les versements des directions de la CCIMP en vue de l'archivage de leurs dossiers restent d'importance.

En 2013, année capitale, année d'exception, la CCI Marseille Provence avait décidé de rappeler l'importance de ces archives, tant pour sa gestion au quotidien que pour leur valeur patrimoniale inestimable. L'organisation d'un colloque international réunissant des professionnels venus de France et des pourtours de la Méditerranée permet de rappeler la réglementation concernant les « papiers » nés de l'activité des Chambres de Commerce et d'Industrie et le nécessaire passage à la numérisation selon les progrès évolutifs du XXI^e siècle.

*

Archives de la CCI Marseille Provence

Fonds anciens

(antérieurs à 1801)

Série A	1599-1922 - Actes constitutifs de la Chambre de Commerce de Marseille.
Série B	1650-1795 - Délibérations de la Chambre de Commerce. Correspondance générale. Personnel.
Série C	1228-1793 - Impôts. Comptabilité. Affaires financières.
Série D	1644-1794 - Travaux publics. Ports. Navigation intérieure. Bâtiments. Voirie. Postes. Roulage. Transit. Aérostation.
Série E	1566-1793 - Affaires militaires. Marine de guerre. Marine de commerce. Navigation.
Série F	1549-1791 - Justice. Juridictions. Procédure. Législation.
Série G	1597-1800 - Affaires religieuses. Instruction publique. Santé. Assistance. Esclaves en Levant et Barbarie.
Série H	1489-1792 - Commerce général. Traités de paix et de commerce avec les pays autres que la Turquie et la Barbarie. Colonies. Traite des noirs. Commerce avec différents pays du monde. Foires. Assurances maritimes. Matières commerciales. Arts et manufactures. Corps de métiers.
Série I	1660-1800 - Statistiques. Recueils de législation. Inventaires.
Série J	1577-1796 - Affaires du Levant et de Barbarie. Traités de paix et de commerce avec la Turquie et les puissances barbaresques. Personnel diplomatique et consulaire de France en Levant. Enfants de langue. Résidence des Français en Levant et en Barbarie. Lettres des ambassadeurs à la Porte ottomane. Lettres des consuls, vice-consuls, chanceliers et drogmans. Lettres des nations françaises et de leurs députés (par échelle). Comptes d'administration (par échelle). Commerce du Levant et de Barbarie (généralités et par échelle). Dettes des ambassadeurs.
Série K	1575-1793 - Consulats de France et agences de la Chambre de Commerce à Malte, en Italie, Espagne et Portugal.

Fonds contemporains

(postérieurs à 1801)

Série MA	1848-2002 - Chambres de Commerce et d'Industrie.
Série MB	1860-2005 - Organismes de représentation autres que les CCI de France.
Série MC	1801-2004 - Origines et élections.
Série MD	1802-2003 - Régime financier et questions fiscales.
Série ME	1805-2000 - Domaine, bâtiments, fournitures.
Série MF	1801-2000 - Organisation de la fonction représentative.
Série MG	1801-1995 - Organisation générale des services.
Série MH	1804-2008 - Documentation, publications, relations extérieures et manifestations diverses.
Série MJ	1802-2005 - Interventions et rôles divers.
Série MK	1801-2006 - Organisation industrielle, commerciale et professionnelle.
Série ML	1801-1997 - Droit et législation.
Série MM	1801-2006 - Economie sociale.
Série MN	1801-2009 - Economie financière et questions fiscales.
Série MP	1801-2006 - Equipement national, production et commerce en France.
Série MQ	1801-2006 - Commerce international.
Série MR	1801-2006 - Voies et moyens de communication.
Série AC	1909- 2004 - Archives contemporaines.

Fonds annexes

(XVII^e-XX^e siècles)

Bureau de la Santé. Bureau des Draps. Compagnie Royale d'Afrique. Agence d'Afrique. Courtiers royaux. Comité d'approvisionnements maritimes en blé. Roux frères. Clary. Fournier. Monteil. Thumin. R. Bruny. P.-H. Devoux. G. Roux de Corse. A. Guillaumier. P. Plasse. Schwarz. Compagnie des Vignobles de la Méditerranée. Greling. Solier. Mathématique commerciale. Rimbaud. Messageries Maritimes. Lloyd maritime. Compagnie des Docks et Entrepôts de Marseille. W. Puget. Cercle amical des Capitaines et officiers de la Marine marchande. Agents de change. Rocca frères. Paquet. Compagnie de Navigation Mixte. Société de Statistique, d'Histoire et d'Archéologie. J.-J. Roux. P. Fabre. Lejeans frères. J. Le Blanc. Compagnie du Sénégal et de la Côte française d'Afrique. E. Hermieu. Bruny-Négré. Brenier-Estrine. Compagnie agricole et industrielle de Madagascar. Compagnie Française de l'Afrique Occidentale. A. Saux. Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie. Calissane Verminck. Camoin. Compagnie Chambon. Grand Delta. Institut Historique de Provence. Quincaillerie de marine Amiel. Savonnerie Roux. Société de camionnage et de manutention. Syndicat de l'Industrie chimique. Syndicat maritime. Association pour favoriser le développement des petites entreprises. Barry Rogliano. Chantier Borelly Sebille. A. Bazin. Films Delphin. Société provençale des grains et légumes secs. Honoré et fils aîné. J. Laforest. Actes de francisation. Compagnie marseillaise de Madagascar. Hermitte frères. Braun. Rivet et Neveu. B. Roberty et compagnie. Chargeurs Réunis et filiales. Compagnies de chemins de fer des Bouches-du-Rhône. J.-C. Boucard. J. de Laselle. Chauvet et Lafeye. J.-B. Rochon. Julliany. Rampal. Fabre-Fraissinet. Fr. Pourcelet. J. Sona. Compagnie Française d'Huile d'Olive. Hava. Union des anciens combattants russes à Marseille. Consulat de Bolivie. Syndicat des négociants en gros en vins de Marseille. Balthalon frères. E. Rocca. A. Balsen. N. Boyadjis. A. Fabre. R. Cienzo. Famille Emerat. Noilly Prat et Cie. G. Ricard. Bonnet. Chantiers et ateliers de la Provence. E. Baillaud. Brunet Maurin. L. et C. Suzan. P. Lecat. Lenicolais. Demouveaux. P. Blum. A. Clot. J. Raffo. M. Benquez. Portefaix. B. Allegre. Société Générale des Transports Maritimes.